

Une prime
d'intéressement au
lieu des AGS...

l'étincelle

...Et des salariés
convertis en
chasseurs de prime ?

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 16 février 2016

La coalition des mafieux

Réunis à Munich la semaine dernière pour, disent-ils, mettre fin à la guerre en Syrie, les dirigeants des puissances occidentales impliquées (États-Unis, Russie, France et Allemagne entre autres), n'ont fait qu'étaler leur cynisme et la recherche de leurs seuls intérêts, parfois divergents.

Tous derrière Bachar el-Assad ?

En 2011, quand la population s'était révoltée contre la dictature de Bachar el-Assad dans la foulée des printemps arabes, ces mêmes puissances impérialistes s'étaient bien gardées de réagir contre la violence de la répression. Et voilà qu'aujourd'hui, sous couvert d'en finir avec la barbarie de l'État islamique, elles s'en remettent à la barbarie d'Assad pour rétablir un ordre qui les arrangerait dans la région.

Elles ont donc validé les bombardements russes contre opposants et populations civiles, malgré de vagues protestations à retardement. D'autant qu'elles larguent aujourd'hui leurs propres bombes occidentales, qui font elles aussi plus de victimes civiles que militaires. Remettre Assad en selle a toujours été l'objectif assumé de Poutine, objectif repris aujourd'hui par les autres. La recherche de partenaires « démocratiques » dans l'opposition syrienne n'était qu'une mascarade.

Permis de massacrer en Turquie

Dans ce bal des hypocrites, chacun marchande avec les pires régimes. Hollande et Merkel ne sont pas en reste, caressant dans le sens du poil le gouvernement d'Erdogan, dont ils attendent qu'il transforme la Turquie en vaste prison pour migrants. Il serait même question de renvoyer les migrants ayant réussi à atteindre l'Union européenne en Turquie, argent sonnante et trébuchant à l'appui (même si les trois milliards d'euros promis à la Turquie devant cet afflux de réfugiés ne lui ont pas encore été versés).

En attendant, Erdogan a les mains libres pour pilonner les villes kurdes de Turquie, lesquelles présentent maintenant le même visage dévasté qu'en Syrie et dont toute la population civile a fui. Les mains libres aussi pour bombarder les secteurs kurdes de la Syrie.

Le gouvernement turc, après avoir ouvertement soutenu l'État islamique, contribué à l'armement de ses combattants, leur avoir permis de s'entraîner sur son sol, parle maintenant d'une intervention au sol en Syrie, conjointement avec l'Arabie saoudite, autre grand allié « démocratique » de l'Europe et des États-Unis.

Après cinq ans de guerre, près de 500 000 morts (selon une ONG travaillant pour l'ONU), la moitié de la population du pays jetée sur les routes, ce n'est pas cette comédie de Munich qui peut mettre fin au calvaire de la population syrienne.

L'Otan contre les réfugiés

Après avoir tout fait pour que les premières révolutions du printemps arabe ne s'étendent pas, après avoir laissé les mains libres aux dictateurs et massacreurs, il ne leur restait plus qu'à s'en prendre à tous ceux qui fuient une région à feu et à sang. La dernière grande trouvaille de l'Otan est de mobiliser sa flotte de guerre pour intercepter les bateaux de migrants en Méditerranée. Autant dire... déclarer la guerre aux réfugiés.

Il s'agirait de s'en prendre aux passeurs, nous explique-t-on. Mensonge. Pour arrêter le business criminel des passeurs, il suffirait d'ouvrir les frontières de l'Europe. Ce qu'aucun gouvernement n'est prêt à faire, non pas parce que le continent concentrant le plus de richesses n'en a pas la possibilité, mais par choix politique d'encourager le racisme et la xénophobie.

Après avoir laissé massacrer la population syrienne pendant cinq ans, les grands de ce monde décident que ce chaos a assez duré. Pas pour des raisons humanitaires, l'ignominie avec laquelle ils traitent les migrants en est la preuve, mais pour disposer plus tranquillement des ressources présentes dans l'ensemble de la région. Alors ils préparent une paix des cimetières, pour que règne l'ordre de leurs multinationales respectives. À moins que par leur intervention militaire directe, conjointe ou pas, ils finissent par créer un chaos de plus.

AGS portées disparues

D'après les premiers résultats des Négociations Annuelles Obligatoires, 60 % des ETAM auraient en moyenne 1,4 % d'Augmentation Individuelle (AI), 30 % une prime de 500 € et 10 % de 800 €. 10 à 15 % des ETAM toucheraient AI et prime. 10 à 15 % ne toucheraient donc rien. Ce serait aussi le cas pour 20 % des cadres. La direction refuse de verser des AGS encore cette année. Il faudra lui imposer.

Les vrais gagnants sont...

Ghosn a annoncé vendredi que le dividende par action passe de 1,90 à 2,40, soit 26,3 % d'augmentation et un montant total de 760 millions d'euros. C'est aussi 6 fois plus que les 130 millions d'euros versés au total pour l'intéressement. L'action Renault a pourtant fini la journée en baisse : il y en a qui n'ont même pas la reconnaissance du ventre.

Un pilier ou une béquille ?

La direction présente l'intéressement aux résultats financiers comme « *un pilier de la politique de rémunération* ». Un pilier pas très fiable puisque son montant dépend des résultats financiers. Si la conjoncture se retourne, la prime déprime. Ce « pilier » vise surtout à court-circuiter les Négociations Annuelles Obligatoires (NAO) et à remplacer les Augmentations Générales de Salaire (AGS), sauf que la prime est aléatoire. Le seul pilier durable, c'est l'augmentation de salaire.

Le chacun pour soi revendiqué

Selon la com' de Renault, salariés et employeur seraient davantage gagnants avec une prime d'intéressement, qui permet d'échapper à l'impôt et aux cotisations sociales, qu'avec une augmentation de salaire. Tant pis pour le trou de la Sécu, des caisses de retraites, pour le déficit public. Et tant pis si ce sont les salariés qui sont au final perdants. Belle mentalité.

Le conte des mille et une embauches

Ghosn promet 1 000 embauches en 2016. C'est sûr qu'il y a urgence tant le sous-effectif est criant. Mais sur les 1 000 embauches déjà annoncées en 2015, seules 700 auraient été réalisées. Et depuis 2013, 5 000 emplois ont été supprimés chez Renault en France, même en tenant compte des embauches. De quoi se méfier des effets d'annonce.

A Bursa, les salariés ne désarment pas

Les travailleurs de l'usine Renault à Bursa (Turquie) continuent à revendiquer des augmentations de salaires. Grève des heures supplémentaires, défilés en rang serrés dans l'usine... : les images publiées sur internet sont impressionnantes. En mai 2015, leur grève avait entraîné des dizaines de milliers d'autres salariés. Alors si l'envie leur prenait de récidiver...

Mutuelle : Renault fait de la résistance

La dernière Loi de Finance de la Sécurité Sociale a renforcé l'obligation pour l'employeur de payer au moins 50 % des cotisations aux mutuelles obligatoires. Renault a dû s'y plier depuis janvier, mais uniquement pour la formule de base des isolés. Les options restent à la charge du salarié. Et la direction refuse de passer les formules Duo et Famille à 50 % alors que le rattachement des ayants-droits est obligatoire. Une obligation à sens unique.

Toujours plus

En annonçant les résultats financiers 2015, Ghosn s'est félicité que tous ses objectifs étaient atteints, voire dépassés : une marge opérationnelle (MOP) qui grimpe à 2,3 milliards d'euros (+ 44 %, soit 5,1 % du chiffre d'affaires), un bénéfice net de 2,9 milliards (+ 48 %)... Ghosn présentait pourtant Renault comme au plus mal il y a 3 ans. Ces milliards de profits ont été obtenus par la réduction des coûts (c'est-à-dire des effectifs, des moyens pour travailler et le gel de salaires), et grâce à la reprise du marché automobile en Europe, que Ghosn n'avait pas prévue.

A Douai, c'est marche ou crève

A Renault Douai, la direction fait la chasse aux arrêts maladie : elle vient de licencier un salarié pour avoir eu 16 jours d'arrêt maladie en 2015. Il s'agit de faire un exemple, sur fond d'augmentation des cadences, du temps de travail et des TMS (Troubles Musculo-Squelettiques). La direction ne conteste pas ses arrêts, mais estime que « *ses absences fréquentes et répétées désorganisent et perturbent le bon fonctionnement de l'atelier et par là-même de l'usine* ». Quant au « bon fonctionnement » des salariés, elle s'en moque complètement.

Comment sortir de l'AvtoVAZ ?

Chute du rouble, récession en Russie : AvtoVAZ impose des semaines de 4 jours à ses salariés et promet une « *optimisation de la main-d'œuvre* ». Les effectifs sont déjà passés de 110 000 à 44 000 depuis la reprise par Renault-Nissan. En Russie, le retour du capitalisme rime avec chômage et inégalités sociales. De quoi renouer avec la révolution !

Les sales coups d'Altran

Des prestataires d'Altran ont découvert sur leur fiche de paye de janvier qu'ils passaient de 38h30' à 35h par semaine, perdant ainsi 10 jours de RTT. Altran veut éviter de leur payer des heures supplémentaires, comme elle vient d'être condamnée à le faire pour 25 ingénieurs en forfait horaire 38h30', et à qui elle a dû verser 30 000 € d'indemnités chacun. Plutôt que de payer les heures sup à tous les autres, Altran a modifié unilatéralement leur contrat. C'est illégal. De quoi mettre en colère les milliers de concernés.